Procès-verbal d'assemblée des trois Ordres du bailliage de Dieuze

Cejourd'hui 20 mars 1789, huit heures du matin, nous, Charles-Remi-Michel Guérin, chevalier, comte de Ha-la-Marche, seigneur de Panne, Nonsard, Kraffetel et autres lieux, gouverneur et lieutenant de Roi de Hattonchâtel, grand bailli d'épée du grand bailliage royal de Dieuze, accompagné de Messieurs Jean-Joseph Prouvé, notre lieutenant général, et Charles-Nicolas-Étienne Vaultrin, procureur du Roi en ce siège, pour l'exécution de la lettre du Roi du 7 février, à nous adressée, signée Louis, et, plus bas, Chastenet de Poységur, scellée du sceau de cire rouge, du règlement général fait par Sa Majesté le 21¹ janvier dernier, de celui particulier à sa province de Lorraine et Barrois dudit jour 7 février, pour la convocation des États généraux du royaume, pour l'exécution aussi de notre ordonnance rendue en conséquence le 7 du présent mois, nous sommes transporté en l'église des PP. capucins de cette ville, lieu par nous déterminé pour l'assemblée des trois Ordres de ce bailliage, où étant parvenu, nous aurions trouvé l'assemblée composée des membres du Clergé et de ceux de la Noblesse, qui s'y sont rendus avec les différens députés du Tiers état des villes, bourgs, villages et communautés de ce ressort, qui s'y sont rendus soit en conséquence des assignations qui leur auront été données par le ministère de Michel, Lenoir et Gérard, trois de nos huissiers, les 8, 9 et 10 du courant et jours suivants, soit en vertu de la connaissance générale acquise par les publications et affiches des lettres de convocation, lesdits Ordres placés conformément à l'article XXXIX du règlement général, nous leur avons fait donner lecture desdites lettres du Roi, règlement y annexé, de notre ordonnance, et d'une missive de M. le grand bailli de Sarreguemines, qui annonce l'assemblée générale pour l'élection des députés aux États généraux du 30 de ce mois, à tous lesquels comparans avons donné acte de leurs comparutions, défaut contre les non-comparans, vérification faite ensuite des pouvoirs tant des députés du Tiers état que des procureurs fondés des deux premiers Ordres, avons pris et reçu en la forme accoutumée de tous les ecclésiastiques, tous les nobles et tous les membres du Tiers état présents le serment de procéder fidèlement d'abord à la rédaction d'un seul cahier de doléances, plaintes et remontrances, s'il en est ainsi convenu par les trois Ordres, ou séparément à celui de chacun desdits trois Ordres, s'ils jugeaient à propos de se diviser ; ensuite à l'élection à haute voix des notables personnages au nombre et dans la proportion déterminée par la lettre de Sa Majesté, pour porter lesdits cahiers à l'assemblée qui se tiendra devant M. le bailli de Sarreguemines le 30 de ce mois, sur laquelle alternative de réunion et de division des trois Ordres nous avons interpellé les comparans de s'expliquer, et nous ayant été déclaré par le Clergé et la Noblesse qu'ils estimaient devoir se diviser, nous avons désigné à chacun des trois Ordres le lieu où il pourrait se retirer pour y tenir son assemblée particulière, en observant que, suivant l'article XLI du règlement, l'assemblée du Clergé devait être présidée par celui auquel l'ordre de la hiérarchie défère la présidence, celle de la Noblesse par nous, et celle du Tiers état par notre lieutenant général, et à charge par le Clergé et la Noblesse de nommer leurs secrétaires, le greffier du bailliage étant celui du Tiers ; et, pour procéder à la rédaction des cahiers, qu'il sera nommé des commissaires qui y vaqueront sans interruption et sans délais, pour, aussitôt que leur travail sera fait, les cahiers de chaque Ordre être définitivement arrêtés dans l'assemblée de l'Ordre, signés des commissaires, du président et du greffier, et à nous remis pour être par nous délivrés aux députés qui seront élus qu'il nous sera remis aussi copie en forme des trois procès-verbaux de l'élection desdits députés ; que les trois Ordres seront tenus de se rendre à notre assemblée du 23 de ce mois, pour y assister à la prestation de serment, en la manière accoutumée, desdits députés qu'il sera dressé procès-verbal à la suite du. présent de tous lesdits actes, ensemble des instructions et pouvoirs généraux et suffisants qui seront donnés auxdits députés pour proposer, remontrer, aviser et consentir à tout ce qui peut concerner les besoins de l'État, la réforme des abus, l'établissement d'un ordre fixe et durable dans toutes les parties de l'administration, la prospérité générale du royaume et le bien de tous et chacun des sujets du Roi lequel procès-verbal restera déposé au greffe de notre siège, et trois copies duement collationnées d'icelui seront remises auxdits députés avec les cahiers des trois Ordres de ce bailliage, pour être par eux déposés au secrétariat de leur Ordre respectif.

Fait les an et jour avantdits, à l'assistance de notre greffier en chef, soussigné avec nous, chacun des membres présents de la Noblesse et du Clergé et du Tiers état, notre lieutenant général et le procureur du Roi.

¹ 24 janvier 1789.